



Séminaire proposé aux membres des Commissions de médiation de la région PACA

L'entrée dans la procédure ouverte par la loi DALO constitue le dernier recours pour les personnes non logées ou mal logées. C'est pourquoi la commission de médiation exerce une responsabilité essentielle dans la mise en œuvre de leur droit au logement. Cette responsabilité conduit les membres de ces commissions à se poser un certain nombre de questions :

- *comment veiller au bon respect du droit ?*
- *comment garantir l'égalité de traitement d'un département à l'autre ?*
- *là où les recours sont le plus nombreux, comment concilier traitement quantitatif et personnalisation de la décision ?*
- *comment faire en sorte que les constats faits par la commission servent à améliorer le traitement du mal-logement dans le cadre du droit commun ?*

Ce séminaire entend contribuer à la réponse à ces questions en proposant une appropriation partagée du droit.

Titre du séminaire : Droit au logement opposable : la décision de la commission de médiation

Date et lieu :

- vendredi 10 février 2017 de 9h à 17h, à la DREAL, 36 boulevard des Dames 13002 Marseille

Public concerné : les présidents et les membres des commissions de médiation de la région PACA, titulaires et suppléants, quel que soit l'organisme au titre duquel ils siègent.

Objectif : Faciliter la prise de décisions éclairées au sein des commissions de médiation, à partir d'une appropriation commune du droit.

Déroulé et intervenants : Le séminaire comprendra

- des échanges à partir des interventions de :
 - **Bernard Lacharme**, président de l'Association DALO, sur l'origine et le sens du droit au logement opposable ;
 - **André Pollet**, ancien président de la commission de médiation du Rhône, sur le rôle et le fonctionnement de la commission de médiation ;
 - **Hélène Sainte Marie**, directrice de projet du droit au logement et à l'hébergement à la DHUP (ministère du logement et de l'habitat durable) ; sur le guide des bonnes pratiques des commissions de médiation ;
 - **René Dutrey**, secrétaire général du Haut comité pour le logement des personnes défavorisées et rapporteur du comité de suivi DALO, sur les constats du Comité de suivi.
- un exercice pratique d'étude de cas soumis aux commissions de médiation ; les participants ont la possibilité de proposer des fiches anonymisées de situations (à adresser à l'association au plus tard une semaine avant le séminaire).

Frais : L'inscription au séminaire est gratuite.

Inscription par mail à l'adresse suivante : associationdalo@gmail.com

Merci d'indiquer :

- vos coordonnées
- la commission dans laquelle vous siégez
- le type d'organisme que vous y représentez

➤ **Plus d'information sur l'Association DALO sur** www.droitaulogementopposable.org